

Etienne Verhoeyen

## LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS

«Marc» (1942-1944)

2ème PARTIE <sup>1</sup>

Dans la première partie de cette étude, consacrée à l'un des plus importants réseaux de renseignements de la Belgique occupée, nous avons décrit sa genèse (sous le nom de *Lud*), sa reprise par Max Londot en octobre 1942 (qui en assumera la direction jusqu'à la libération), sa structure, son fonctionnement et les changements subis par ceux-ci suite à des arrestations et à des interventions de *Maud* (Sûreté de l'Etat belge à Londres et M.I.6, mieux connu comme le *Secret Intelligence Service*). Nous avons également essayé de dresser un profil socio-professionnel de trois groupes d'agents. Dans cette deuxième partie, nous examinerons de plus près de quelle nature étaient les renseignements recueillis et demandés et de quelle façon ceux-ci étaient transmis à Londres sous forme de rapports hebdomadaires («courriers»). Nous expliquerons également les buts poursuivis par le trafic radio-télégraphique intense entre Londres et le service, e.a. en vue de l'organisation d'opérations de parachutage. Cette étude se termine par une analyse du financement du service.

### IV. LA NATURE DU RENSEIGNEMENT <sup>2</sup>

On peut estimer que les courriers de renseignements transmis à Londres par le service *Marc* comportent plusieurs dizaines de milliers de pages. Pour la seule période de novembre 1943 jusque fin avril 1944 — période d'une activité intense — les 26 rapports envoyés comptent au total 16.259 «pellicules», c'est-à-dire une moyenne de 630 pages par courrier. On comprendra aisément qu'il est matériellement impossible ne fût-ce que de résumer le contenu de ces courriers, ni d'en inventorier les sources. En outre, étant donné l'inaccessibilité des archives de l'*Intelligence Service*, on ne peut pas évaluer la valeur globale que les alliés attachaient à ces renseignements. Nous disposons néanmoins de quelques appréciations.

*Marc* étant un service qui se spécialisait dans le renseignement militaire, il va de soi que l'attention des agents était en premier lieu attirée

1 La première partie de cette étude a paru in *Cahiers-Bijdragen*, n° 14, 1991, p. 5-60.

2 Pour une analyse plus approfondie, nous renvoyons au travail de fin d'étude des s/l RESPAUT et DUCHATELET, *Les services de renseignement en Belgique 1940-1945*, ERM, 97e TAW, p. 73-87.

par la présence militaire allemande dans le pays. Les domaines d'observation les plus importants, déterminés par les états-majors alliés et le plus souvent transmis au service par questionnaire <sup>3</sup> étaient les suivants :

— **Les défenses côtières** : canons, effectifs ennemis, topographie, renseignements génie.

— **Statique** (tout ce qui se rapporte à la présence de l'ennemi à une époque et un endroit déterminés). L'identification permet l'établissement de l'ordre de bataille, les déplacements de troupes peuvent permettre de sonder les intentions ennemies. La statique nécessite une observation permanente et aussi précise que possible <sup>4</sup>.

— **Dépôts et ateliers de réparation** (objectifs potentiels de bombardements).

— **Les aérodromes**. Ceux-ci sont depuis 1940 un des points d'observation les plus importants de tous les services, et les alliés y attachent une très grande importance. Un questionnaire datant de peu avant le débarquement demande des précisions sur les signes et nombres figurant sur les avions allemands : «des rapports réguliers sur tous les aérodromes transmis par radio seraient de la plus grande valeur, spécialement sur les avions de combat à Deurne et à Evere» <sup>5</sup>. Dans le courrier du 28 août 1944, on trouve en effet des renseignements sur la plaine d'Evere avec un croquis détaillé <sup>6</sup>.

— **Les transmissions allemandes**, réseaux et centraux téléphoniques, stations radio, centres de repérage et radar. Au sujet du radar («radio location»), on sait que Churchill a explicitement rendu hommage aux services belges : «Il est juste d'accorder une mention toute spéciale aux Belges. En 1942, ils nous fournissaient environ 80 % de tous les renseignements d'agents obtenus dans ce domaine, y compris une carte d'importance capitale volée au commandement des projecteurs et des radars du plus septentrional des deux secteurs organisés en Belgique par la chasse de nuit allemande» <sup>7</sup>. Churchill fait très probablement allusion à une carte dérobée aux Allemands par un agent du service *Téga* en avril 1942 <sup>8</sup>. Une autre carte tomba aux mains d'un agent de Marc en juillet 1943 et fit la joie des spécialistes alliés <sup>9</sup>. Mais déjà en 1942, Londres posa à Max Londot des questions sur les «projecteurs à ondes ultra-courtes». La réponse lui fut

3 Voir : Archives LM, n° 201.

4 Exemple d'une question précise : «Message BIRD 70 mouvements troupes très apprécié. Nous intéressons particulièrement transports en cours opération régions Campine Mons et Ypres» (Télégramme à Bird, 20/5/1944).

5 Note pour Marc, 26/5/1944 (LM, n° 199).

6 Courrier S<sup>4</sup> du 28/8/1944, feuille 123. Nous ignorons si ce courrier, s'il a été envoyé, est parvenu à destination.

7 Cité dans : RESPAUT et DUCHATELET, *op.cit.*, p. 82.

8 Voir : R.V. JONES, *La guerre ultra-secrète (Most Secret War)*, Paris, 1980. La carte est reproduite en face de la page 225.

9 *Ibidem*, p. 366 et suiv.

fournie par Eugène Lathuy, qui semblait un spécialiste en la matière (il avait avant-guerre été en rapport avec l'attaché militaire britannique à Bruxelles et le G.Q.G. belge). Nous ne possédons pas le courrier qui contient cette réponse<sup>10</sup>. Par contre, nous possédons des documents provenant de VN/AR/2 (André Mathy), qui ont probablement été transmis en tant que tels.

Déjà en juillet et en août 1942, Mathy a transmis à la direction de *Marc* quatre rapports sur la «radio-location». Le 26 août, il donne la localisation précise de six installations (à Meeuwen, Nieuwerkerken, Jauche, Ansimont, Villers-deux-Eglises et au monastère de Chimay). Ces installations forment «une courbe à grand rayon à convexité tournée vers l'Angleterre» et sont liées à six installations centrales de chasseurs de nuit. En novembre 1942, Mathy transmet un croquis sur les «projecteurs à ondes ultra-courtes». Il apparaît qu'une partie de ces renseignements lui a été remise par «Mr Arthur» (VN/I/3), professeur en radio-électricité à l'Université de Liège. Le 6 mars 1943, l'Administrateur de la Sûreté de l'Etat demande que soient transmises à VN/AR/2 et à ses collaborateurs des félicitations «pour excellent travail en matière de radiolocation». Ces félicitations font partie d'une note à *Marc*, datée du 12 mars, à la veille de l'arrestation de Mathy... L'importance de ces renseignements pour les alliés est évidente, comme en fait foi l'ouvrage de R.V. Jones, qui rend d'ailleurs explicitement hommage à VN/AR/2. De l'interprétation de ces renseignements dépendait en effet, en grande partie, le succès des vols des bombardiers à destination de l'Allemagne<sup>11</sup>.

— **Les voies de communication**: voies navigables, ponts, trafic ferroviaire. Dans ces domaines, le service *Marc* s'est particulièrement distingué. Déjà en 1942, le *War Office* avait exprimé sa satisfaction sur les renseignements ferroviaires fournis par *Zéro* et *Luc* «qui confirment souvent les mouvements de troupes rapportés par d'autres agents»<sup>12</sup>. On peut avancer sans risque de se tromper que chaque gare d'une certaine importance était surveillée par un ou des agents de *Marc*. Un exemple: dans le seul secteur VN/AR, 7 agents surveillaient pendant une période plus ou moins longue le trafic à Liège-Guillemins, 6 faisaient de même à la gare de Hasselt, et 9 agents faisaient régulièrement rapport sur l'importante gare de formation de Kinkempois. A ces agents s'en ajoutaient d'autres: 4 agents VN/J et 3 agents VN/JL «travaillaient» à Kinkempois, alors que 4 agents VN/JL faisaient des observations à Liège-Guillemins. Le nombre d'agents de la SNCB (employés et ouvriers) ayant travaillé dans *Marc* est inconnu, mais il doit être important. Nous pouvons donner un chiffre précis pour deux secteurs. Sur 120 agents du secteur VN/CM, opérant essentiellement dans le Centre, nous relevons 12 agents de la SNCB, dont un ouvrier. Pour le secteur VN/H (Brabant), nous relevons 7 employés de la SNCB, dont

10 Courrier B<sup>1</sup> du 4/11/1942. Il est possible que ce courrier ne soit pas arrivé à Londres.

11 Pour les renseignements transmis par VN/AR/2, voir: LM, n° 96-97.

12 Minute interne du SIS, 4/6/1942, retrouvée dans les papiers de J. Dujardin au CREHSGM, où les renseignements ferroviaires fournis par *Marc* peuvent être consultés dans le fonds *Marc, Renseignements ferroviaires*.

4 sous-chefs de gare, sur 87 agents<sup>13</sup>. Pour la SNCB, il importe de souligner que le directeur du personnel de la société, Paul Nolet de Brauwere, dirigeait le petit secteur de VN/AA comprenant 19 agents. Dans une appréciation d'après-guerre, Max Londot dit de lui : «Grâce à cet agent, le service a été à même de fournir tous les renseignements utiles concernant les prévisions de transports allemands par voie ferrée et la situation hebdomadaire du matériel roulant et des destructions opérées par bombardements et par sabotage»<sup>14</sup>.

Après la guerre, une appréciation générale par le SIS des services belges soulignait que le réseau ferroviaire belge avait été un des principaux objectifs de renseignement et que « parmi les services concernés, *Luc* a probablement fourni la contribution la plus importante, car il disposait de cellules et d'agents individuels répartis sur tout le réseau ferroviaire en Belgique ». Ajoutons toutefois que les chemins de fer étaient un objet d'observation pour tous les services : *Mill*, *Clarence*, *Zéro*, *Tégal* et les autres.

Quant aux renseignements fournis sur les ponts, le général Strong, responsable du renseignement auprès du commandement suprême allié, a tenu à féliciter le service *Marc*. La lettre souligne la façon professionnelle dont les renseignements ont été rédigés : « Le résultat de ce travail est qu'il n'y a pratiquement plus de ponts en Belgique sur lesquels nous ne possédons pas de renseignements qui soient immédiatement disponibles. En combinant ces informations avec celles que nous pouvons obtenir par la photographie aérienne, nous sommes à même de planifier de façon très détaillée le passage des voies navigables »<sup>15</sup>. Pour obtenir ces renseignements, le service a pu compter, entre autres, sur Edouard De Meyer, secrétaire général au ministère des Travaux Publics du 28 août 1942 au 5 septembre 1944, et Edmond Lumbeek, conducteur des Ponts et Chaussées à Mol. Tous deux avaient été recrutés par « *Mercur* ».

— **Les « armes secrètes »** : Les alliés attachaient une très grande importance à des renseignements à ce sujet. Des questionnaires détaillés étaient adressés à tous les réseaux aussi bien en France qu'en Belgique pour connaître avec autant de précision que possible les emplacements des rampes de lancement des  $V_1$  et  $V_2$ , la production d'oxygène liquide et de gaz. En réponse à ces questionnaires, le service *Marc* a obtenu, en août 1944, des éléments précis : construction d'aires pour  $V_1$  à Schaffen, d'autres

13 Nous n'avons pris en considération que les agents jusqu'à la 6e catégorie (auxiliaires 2e classe) incluse.

14 LM, n° 93. Nolet de Brauwere, né à Vilvorde le 23/11/1893, avait été recruté par « *Mercur* » (Anne-Marie de Heusch), qui le connaissait depuis l'avant-guerre.

15 La lettre, datée du 21 juillet 1944, fut transmise à la Sûreté de l'Etat, qui transmit les félicitations par télégramme en août 1944 : « Sommes heureux transmettre pour magnifique travail concernant ponts vives félicitations SHAEF auxquelles amis et nous nous associons » (LM, n° 238).

pièces à Courcelles, Lodelinsart, Jemeppe, passage à Mol de 2 trains chargés de V<sub>1</sub> venant d'Allemagne vers Mouscron, emplacements de rampes de lancement en Flandre Occidentale<sup>16</sup>, préparation d'une arme V<sub>3</sub> et exercices beaucoup plus fréquents par des militaires allemands munis de masques à gaz<sup>17</sup>. Une grande partie des renseignements sur les «armes secrètes» provenait d'agents du secteur VN/U.

Les renseignements recueillis par les agents étaient intégrés chaque semaine dans les rapports hebdomadaires, collationnés par Henri De Saedeleer et ses collaborateurs. À partir de 1943, ces rapports étaient systématiquement subdivisés en 23 rubriques: 1. Notes de service<sup>18</sup>; 2. Défenses côtières; 3. Statique et identification; 4. Défenses intérieures; 5. Dépôts; 6. Transmissions; 7. Ateliers de réparation; 8. Ecoles d'entraînement; 9. Mesures prises en cas de débarquement; 10. Aérodrômes; 11. DCA, ballons de barrage; 12. Unités administratives; 13. Renseignements divers d'ordre militaire; 14. Croquis et légendes; 15. Renseignements militaires France; 16. Renseignements militaires Hollande; 17. Renseignements militaires Allemagne<sup>19</sup>; 18. Trafic ferroviaire; 19. Trafic fluvial; 20. Renseignements sur les usines; 21. Renseignements économiques; 22. Informations; 23. Journaux clandestins.

Les «sources», c'est-à-dire les agents ayant fourni les renseignements, étaient mentionnés à côté de l'information, par leur seul indicatif bien sûr. C'était d'ailleurs le seul moyen d'identification dont Londres disposait, à quelques très rares exceptions près<sup>20</sup>.

16 Douze emplacements furent décrits de façon très détaillée, dont cinq furent transmis à Londres par radio (l'appareil en phonie de WARP): «Pistes lancement armes secrètes travaux préparatoires à Woesten, Houthulst, Kortemark, Torhout et Gits» (télégramme envoyé vers le 13/8/1944).

17 Sur le V<sub>3</sub> et le gaz mortel: R.V. JONES, *op.cit.*, pp. 442-445.

18 Seules les notes de service étaient généralement chiffrées. Pour ce faire, Max Londot disposait d'un code spécial pour le courrier, bien que parfois il codât certaines notes en code radio, qui était moins compliqué. Le premier code courrier fut remplacé en mai 1943, suite à l'accident mortel de l'agent *Stoker* (Jacques Geerinckx), qui avait emporté des notes chiffrées pour *Marc*. Les Britanniques craignaient que le code courrier de Londot ne fût brûlé. Ils le remplacèrent par un autre code, basé sur une fable de La Fontaine (*Le loup et le chien*). Ce code, appelé «Cactus», fut remplacé plus tard par «Cactus II», basé sur *Les animaux malades de la peste*, suivi en janvier 1944 par le code *Nadia*, basé sur une autre fable. Ceci pour les notes qui étaient complètement chiffrées, ce qui était assez rarement le cas. La plupart du temps, les mots clés (noms, endroits, etc.) du texte étaient remplacés par des lettres dont le décodage était fourni à un autre endroit.

19 Déjà à la mi-1942, avant l'introduction du travail obligatoire en Allemagne, on projetait un prolongement de *Marc* en Allemagne. Une nouvelle tentative fut faite en mai 1943 via un agent VN/U et Maurice Royaux (VN/44), qui ont accepté de partir comme travailleurs obligatoires, mais la liaison n'a pas pu être établie. Royaux revint alors en Belgique sous prétexte de vouloir se marier. Il continua toutefois à travailler à Bruxelles jusque mai 1944. Durant son absence, c'est sa future femme, Annie Clæys, qui a dirigé le secteur VN/44. Quant à VN/U/5, il a dû rester en Allemagne jusqu'en 1945.

20 Les noms réels des agents qui avaient rejoint l'Angleterre étaient évidemment connus à Londres. Des autres agents, seul le nom de VN/AR2 (André Mathy) était connu.

## V. LES LIAISONS AVEC LONDRES

### A. Les liaisons terrestres et l'évacuation du courrier <sup>21</sup>

Nous avons vu dans la première partie de notre étude que le courrier du service était évacué jusqu'août 1942 vers *Sabot*, qui le transmettait à Barcelone ou à Marseille, d'où il était envoyé à Lisbonne puis à Londres. En ce même mois d'août 1942, William Ugeux reçoit à Londres une mission de coordination du travail des services de renseignements belges, qui entraîne une division des compétences entre *Sabot* et *Charlotte* (nom de code d'Ugeux à son retour sur le terrain fin août 1942). Désormais, Ugeux sera en charge du financement, de la coordination et de la réception du courrier des services belges opérant au-dessus de la Loire. Son poste de commandement, établi à Grenoble, recevra le nom de Poste de Commandement Belge (PCB). Bouriez (*Sabot*) restera en charge des services belges opérant au sud de la Loire <sup>22</sup>, et de la transmission du courrier qui lui sera envoyé par Ugeux. Logiquement, son poste central recevra le nom de Poste de Commandement Français (PCF).

Il n'entre pas dans nos intentions de décrire le fonctionnement du PCB ni celui du PCF. Les grandes lignes en ont été tracées par Jean Fosty dans son article déjà cité. Il sera cependant nécessaire d'en parler parce que les problèmes devant lesquels se sont trouvés le PCB et surtout le PCF ont eu des répercussions sur les services en Belgique.

La division du travail entre le PCB et le PCF implique des changements pour tous les services, donc aussi pour le service *Marc*. Désormais, le chef de service sera en contact, parfois personnel, avec Ugeux, qui recevra le courrier *Marc*, financera en partie ce service et lui donnera des indications de service. Le contact direct ou épistolaire avec Bouriez est donc supprimé. Peu après son retour de Londres, Ugeux remonte en Belgique pour une reprise de contact avec les différents services. Il rencontre ainsi Max Londot vers le 20 septembre 1942 (les deux hommes se sont déjà vus avant le départ d'Ugeux à Londres en juillet). Ugeux lui laisse des instructions datées du 25 septembre, qui se rapportent au courrier, à la liaison radio, aux «colis», au sabotage et au financement. Quant au courrier, Ugeux stipule qu'il sera acheminé jusqu'à nouvel ordre par le service *Marc* et à ses frais jusqu'à l'adresse donnée par lui-même. Il se déclare disposé à examiner la possibilité de faire réceptionner le courrier sans que le porteur doive franchir la ligne de démarcation.

Suite à la «casse» du 9 octobre 1942, Londot signale le 12 à Ugeux que le service doit être réorganisé. En effet, le service photographique et le

21 Voir annexe II.

22 Sauf pour les services *Delpa* et *Delbo*, dont le centre se trouve à Paris. *Delbo* passera toutefois au PCB en octobre 1942. Voir J. FOSTY, «Les réseaux belges en France», in *Cahiers-Bijdragen*, 1972, n° 2.

bureau de dessin, deux éléments essentiels pour la composition du courrier, sont en l'air. Un des agents de Marc, Jean Van Schuerbeek, qui a assuré l'évacuation du courrier pendant un certain temps, est appelé par Londot pour l'assister dans la réorganisation et la direction du service. Il ne reste plus que Oscar Simon (*Simplet*) comme courrier international. De plus, le relais que forme à Paris le centre *Delpa* (dirigé par Paul Gheude, ancien agent de *Luc*) est en difficultés<sup>23</sup>. Pour dépanner le service, Londot fait début novembre 1942 appel à *Jean de Roubaix*, par lequel seront en effet évacués sept courriers de Marc, de sorte que le relais de Roubaix sert à la fois à Marc, à Zéro et à d'autres services belges encore. Tous ces courriers sont en principe réceptionnés par Ugeux.

Le problème le plus grave ne se situe pas sur le trajet Bruxelles-Lyon, mais sur le tronçon intermédiaire Montpellier (*Sabot*)-Barcelone, qui est essentiel pour la transmission jusque Lisbonne. Il est vrai que depuis la mi-1942, *Sabot* dispose de deux lignes maritimes au départ de Marseille, mais celles-ci ne sont pas très régulières. De plus, depuis l'occupation totale de la France en novembre 1942, la valise diplomatique américaine ne peut plus être utilisée. La transmission par la voie terrestre en devient d'autant plus importante. Or, la liaison avec l'Espagne a toujours été un des soucis majeurs de *Sabot*. Plusieurs chefs de service belges ont, à l'époque, considéré que le retard constaté dans la transmission du courrier et le fait qu'ils ne recevaient pas toujours des accusés de réception de Londres, devaient être imputés à une certaine négligence de la part de *Sabot*. Il importe de souligner que ces accusations ont été portées en toute bonne foi. Mais à la lumière des documents disponibles à l'heure actuelle, on peut dire avec certitude que *Sabot* n'est pas seul responsable de cette situation incertaine, qui inquiète au plus haut point les chefs de service. En effet, voici, indépendamment de la situation de Bouriez<sup>24</sup>, quelques raisons du retard qui est effectivement constaté :

- des difficultés de transmission éprouvées en Espagne même, dont la nature exacte n'est pas connue, mais dont on trouve des échos dans les rapports et les câbles échangés entre Londres et *Sabot*. Fin 1942, les deux délégués de la Sûreté de l'Etat à Barcelone, Pierre Schul et Hector Renard, se feront d'ailleurs arrêter par les Espagnols<sup>25</sup>.

23 Le Centre *Delpa* sera démantelé peu de temps après suite à l'infiltration d'une femme belge à la solde de la police allemande. Le chef du service, Paul Gheude, mourra au camp de Mauthausen le 9/4/1945.

24 Bouriez n'est pas en France entre le 29 septembre et début décembre 1942. Il se trouve à Lisbonne, dans le plus grand secret, où il rencontre le capitaine Nicodème, chef de la section Renseignements à la Sûreté de l'Etat. Le contenu précis de leurs entretiens n'est pas connu, mais des rapports établis ultérieurement par Bouriez, on peut déduire qu'il s'est agi d'une évaluation générale du travail de Bouriez, des problèmes posés continuellement par le «service colis» (passages clandestins) et par la transmission du courrier, et du malaise ressenti par Bouriez suite à la mission confiée par Londres à Ugeux, qui se vit chargé d'une partie des attributions dévolues antérieurement à Bouriez (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 261).

25 Ils seront remplacés par Jean Regniers (*Jean de Barç*, envoyé par l'antenne de Lisbonne). Après de longs mois d'emprisonnement, Schul et Renard rentreront en Grande-Bretagne fin 1943.

- l'arrestation, en octobre 1942, d'un des chefs-guides de *Sabot*, et l'arrestation temporaire de l'agent *Ramon*, qui assurait la liaison avec Barcelone <sup>26</sup>.
- l'infiltration allemande. Le cas le plus connu est celui d'*Adolphe de Toulouse* (A. Manet), agent du *Sicherheitsdienst* depuis 1941. Auprès de *Sabot*, Manet s'occupait surtout du service «colis» (évacuation de personnes) mais il est certain que par lui des courriers ont également abouti dans des mains allemandes. Bouriez ne s'est aperçu de la trahison de Manet que quelques semaines avant sa propre arrestation, le 28 janvier 1943, qui fut d'ailleurs provoquée par Manet.

Le chef-guide, arrêté en octobre 1942, fut relâché après peu de temps et continua son service d'évacuation de courrier et de «colis». Probablement depuis ce temps-là, il a, selon la déclaration d'un officier de l'*Abwehr*, communiqué le contenu du courrier qu'il transportait à un officier espagnol avant de le faire parvenir à destination. Cet officier espagnol communiquait à son tour ce courrier à un agent de l'*Abwehr*, moyennant une rétribution <sup>27</sup>. Douze courriers *Marc* ont transité via *Sabot* entre novembre 1942 et janvier 1943. La façon dont ils ont été acheminés donnera une idée globale de la complexité des voies de transmission et de l'insécurité ressentie en Belgique quant à leur arrivée à destination. Les courriers V<sup>1</sup> et W<sup>1</sup>, respectivement du 19 et du 26 septembre 1942 arrivent au PCB, c'est-à-dire chez Ugeux, le 18 novembre. De là, ils sont acheminés chez *Max*, l'adjoint de Bouriez qui gère le PCF en l'absence de celui-ci. On n'a pas de certitude quant à leur arrivée. Le courrier X<sup>1</sup> du 4 octobre est arrivé à Londres début 1943. Les courriers Y<sup>1</sup>, A<sup>2</sup> et B<sup>2</sup> du 11 et du 25 octobre et du 2 novembre 1942 arrivent au PCB vers le 20 novembre via *Zéro* et *Jean de Roubaix*. Le PCB les envoie au PCF fin novembre-début décembre. De ces trois courriers, seul le A<sup>2</sup> arrive à Londres, mais assez tardivement : le 11 janvier 1943. Le courrier Y<sup>1</sup> a été pris par les Allemands à Paris, lors de la rafle dans le service *Delpa*. Le courrier C<sup>2</sup> du 9 novembre 1942 arrive au PCB toujours par la même voie, le 19 novembre. Le PCB l'évacue le 24 vers le PCF; après cette date on ignore son sort. Les courriers D<sup>1</sup>, E<sup>1</sup> et F<sup>1</sup> arrivent au PCB le 13 décembre, ils quittent Grenoble le 17 décembre et arrivent à Londres, via Barcelone, le 11 janvier 1943, en même temps que le A<sup>2</sup>. Les courriers G<sup>2</sup> jusque K<sup>2</sup> y compris sont acheminés normalement jusqu'au PCB début janvier 1943. G<sup>2</sup> et H<sup>2</sup> sont à Londres le 11 janvier (ce qui ramène le délai du trajet pour le dernier à 26 jours). I<sup>2</sup> et J<sup>2</sup> sont à Londres le 15 février 1943, mais «*Maud*» est lente à en accuser réception. Une note du 12 mars 1943 signale à Londot que seuls les courriers B<sup>2</sup>, C<sup>2</sup> et K<sup>2</sup> sont manquants, ainsi que le V<sup>1</sup>: «Nous comprenons parfaitement votre indignation au sujet de *Muret* (Bouriez) si celui-ci vous avait détourné près de dix courriers comme vous paraissez le croire. Vous constaterez qu'il n'en est rien».

26 *Ramon*, de son vrai nom Léon Detailleur, avait été parachuté le 28/3/1942 avec Jules Wolf, qui était chargé du service «colis» dans l'organisation *Sabot*. Detailleur, lui, fut chargé de l'évacuation du courrier vers Barcelone. Il fit pour cela de nombreuses liaisons avec un autre agent de *Sabot*, Gaston Vandermeersche (*Raymond*).

27 Déclaration de Otto Weil, *Sonderführer* de l'*Abwehr* (LM n° 83).



Ces problèmes, qui n'étaient pas connus en Belgique à l'époque, sont encore aggravés par l'arrestation de Bouriez en janvier 1943, ainsi que par celle de son adjoint Jules Lacomblez (Max). Désormais, c'est le PCB qui assure seul la transmission du courrier, à la fois par des lignes existantes et par des lignes nouvellement créées (p.ex. jusque chez le consul britannique à Bilbao). A ce propos, Ugeux écrit à Londot le 28 janvier 1943: «Vers Noël, Charlotte [Ugeux] a envoyé 15 kilos de courrier à Spirou [Schul à Barcelone] directement. Le paquet a été refusé, puisque Spirou était arrêté; il a été déposé chez le représentant du pays du Major [c'est-à-dire le consulat britannique à Barcelone]. Depuis, nous fonctionnons ainsi.» Ce système ne semble donner qu'une satisfaction partielle, et ceci vaut pour le PCB autant que pour les services belges. Début mars 1943, Londot écrit à Ugeux: «Maud (Londres) m'annonce triomphalement dans un message radio daté du 23.2.43 l'arrivée chez elle de mes deux courriers (...) qui ont quitté la Belgique respectivement le 23.12.42 et le 30.12.42. Deux mois et demi pour faire le voyage, c'est désespérant et c'est pourquoi je me décide à chercher moi-même une évacuation plus directe et plus rapide»<sup>28</sup>. Londot, en effet, veut faire déposer en Espagne même le courrier Marc par un de ses agents. Il ne semble pas que ce projet ait été réalisé, en partie à cause de la «casse» de mars 1943 qui nécessite une nouvelle réorganisation du service, et qui cause un retard dans l'envoi des courriers. Mais le problème ne cesse pas de le préoccuper<sup>29</sup>.

#### LA MISSION «RAYMOND»

Et il n'est pas le seul chef de service qui s'en inquiète. En effet, en avril 1943, une véritable crise éclate entre plusieurs services belges d'une part et le poste central en France d'autre part. Ce poste, dont la dénomination est changée en Poste Central des Courriers (PCC) après le départ d'Ugeux à Londres fin mars 1943, est dirigé en cette période par Mathieu De Jonge (Laurent). Avocat à Bruxelles, De Jonge est l'un des premiers agents du service Zéro. Doué d'une plume parfois acerbe, il est surtout connu comme un des animateurs de *La Libre Belgique* clandestine, où il signe du pseudonyme Nicodème<sup>30</sup>. Les raisons précises pour lesquelles il a été choisi comme chef du PCC ne sont pas connues. Quoi qu'il en soit, sa position n'y est pas incontestée. Cette circonstance aggrave encore le malaise existant.

28 Londot à Ugeux (LM, n° 190).

29 Dans une note à Londres du 26/2/1943 (envoyée dans le courrier du 3 mars) Londot signale: «Charlotte [Ugeux] me propose d'utiliser moi-même une ligne d'évacuation de mes courriers jusqu'en Espagne. J'ai évidemment accepté car pour l'instant c'est beaucoup trop lent». Le 12 mars, Londres lui signale par note que la boîte à lettres à Urrugne, qui dépend du PCB et dont Londot peut se servir, est brûlée. Mais dans une note du 5 mai, Londot parle toujours d'une ligne de secours vers San Sebastian qu'il compte mettre sur pied.

30 Sur Mathieu De Jonge, voir W. UGEUX, *Le passage de l'Iraty*, Lyon, 1962, p. 165-180, ainsi que J. FOSTY, *La guerre secrète des SRA*, Bruxelles, 1987, p. 111-112.

Début avril 1943, les chefs de service, constatant qu'«il y a dans le courrier des fuites et du coulage évidents», se réunissent à Roubaix et décident qu'une vérification des lignes s'impose. Cette mission sera confiée à Gaston Vandermeerssche (*Raymond*), ancien agent de liaison entre le PCB et les services belges, et chef du service *Wim*, une ligne de renseignements hollandaise dépendant du PCB<sup>31</sup>. C'est précisément au sujet de cette mission dévolue à Vandermeerssche qu'un conflit de compétence opposera le PCC aux chefs de service. Participent à la réunion de Roubaix: Emile Delannoy, chef du service *Delbo*, Gérard Kaisin, chef de *Zéro-France*, Joseph Dubar (*Jean de Roubaix*), Mathieu De Jonge, chef du PCC, Gaston Vandermeerssche et Max Londot, chef du service *Marc*. C'est une véritable rencontre au sommet, suivie d'une deuxième à Tournai le lendemain en présence de Londot, Kaisin, Dubar, De Jonge et Albert Krott, chef du service *Boucle*. Le principe même de la vérification des lignes n'est pas contesté par le PCC — elle est d'ailleurs ordonnée par Londres — mais le PCC estime que seul Londres peut désigner un «vérificateur». Néanmoins, placé devant une menace de «grève générale» du courrier de la part des services, le PCC accepte la mission dévolue à Vandermeerssche. Dans l'élaboration de sa mission, Max Londot et le chef du service *Zéro*, Albert Hachez, ont eu une part prépondérante. Dans un document signé par eux, ils partent du point de vue que «seul l'aboutissement du courrier à bon port décharge [le chef de service] de la lourde responsabilité résultant de ce que souvent il met en cause des tierces personnes en les citant, fût-ce en code, et transmet des indications dont la nature indique par elle-même la source»<sup>32</sup>. Etant donné le retard constaté dans l'arrivée du courrier et «la présence dans la ligne d'agents du service du contre-espionnage allemand», Londot et Hachez estiment que l'initiative de vérifier les lignes doit venir des services mêmes: «En effet, la mission du PCC est limitée au transport du courrier sur un tronçon déterminé de la voie d'évacuation, tandis que les services ont, jusqu'à l'arrivée de leur courrier chez *Maud* [Londres] un droit de regard sur son transport». Par conséquent, ils mandatent Gaston Vandermeerssche pour effectuer la vérification «en raison de ses activités passées et notamment de la connaissance qu'il a de la ligne France-Espagne».

31 Gaston Vandermeerssche, né en 1921, s'occupa d'abord de *La Libre Belgique* clandestine à Gand. Brûlé, il se réfugia en France non occupée début 1942 et y entra dans le service courrier de *Sabot*, pour lequel il assura de nombreuses liaisons avec son équivalent en Espagne, Léon Detailleur (*Ramon*). Après la création du PCB, en août 1942, il fut attaché à ce service en tant que courrier entre Ugeux et les services belges. C'est ainsi que Vandermeerssche contactait régulièrement Max Londot, et lui apportait, entre autres choses, les fonds que le PCB mettait à la disposition du service *Marc*. En même temps, Vandermeerssche assurait la direction du service de renseignements hollandais *Wim*, qui dépendait du PCB. Il fut arrêté le 8/5/1943 à Perpignan pour des raisons étrangères au service, et déporté en Allemagne, d'où il revint en 1945.

32 *Exposé du point de vue définitif des services belges (Marc et Zéro)*, s.d. Dans une lettre de la même période, Londot traduit ce sentiment de responsabilité d'une façon encore plus poignante: «Des courriers se perdent, d'autres sont ouverts en cours de route, des fuites sont certaines; dorénavant, je refuserai de travailler dans de telles conditions, car la vie de mes agents dépend de la sécurité que peuvent offrir les lignes d'évacuation» (Lettre à G. Vandermeerssche, 29/4/1943, LM, n° 191).

Mathieu De Jonge, chef du PCC, de son côté, juge «inadmissible» cette initiative unilatérale des services: «J'estimai quant à moi que cette vérification devait se faire uniquement par le PCC, responsable de la ligne vis-à-vis de *Maud*, mais devant l'obstruction à peu près générale je m'inclinai d'autant plus que j'étais loin d'être dans le mouvement. Je craignais une chose, c'est que le dit chef de service [Vandermeerssche] ne profite de la connaissance qu'il avait de la ligne pour en créer une à son compte et passer à côté du PCC»<sup>33</sup>.

Ce conflit de compétence entre les services belges et le poste central en France (qui craint une mise sous tutelle de la part des services) s'est toutefois assez vite aplani. Après discussion, le chef du PCC accepte de faciliter le passage de Vandermeerssche en Espagne et met à sa disposition une somme de 2.500 dollars, à condition que le chargé de mission passe pour tout par le PCC. Le 23 avril — Londres a entretemps confirmé sa mission — Vandermeerssche peut faire savoir aux services belges qu'après avoir vérifié les lignes jusque Barcelone, il a dû changer «plusieurs systèmes de transport» et qu'il a trouvé des courriers (dont deux du service *Marc* qui traînaient au PCC même. Le lendemain, il leur communique «qu'il ne subsiste actuellement aucune présomption de fuite entre la frontière (franco-espagnole) et Barcelone». Suite à cette première vérification, Londres autorise à nouveau l'expédition de courriers, dont il a précédemment demandé l'interruption en vue de la vérification<sup>34</sup>.

Le but initial de la «mission *Raymond*» était toutefois de vérifier toutes les lignes jusque Lisbonne. Il ne semble pas que le contrôle du tronçon à partir de Barcelone ait pu être réalisé. Max Londot s'en montre fort déçu et écrit à Vandermeerssche, fin avril 1943, que s'il n'a pas pour fin mai l'assurance de l'arrivée rapide de ses courriers intacts à Lisbonne et de leur départ rapide pour Londres, il stoppera son service et descendra lui-même jusque Lisbonne<sup>35</sup>.

Par suite de l'arrestation de plusieurs membres de l'état-major du PCC en mai 1943, Londres ordonne de nouveau la cessation de l'envoi du courrier. Le PCC est réorganisé sous la direction d'André Rostenne (*Alain*, *Blaise* ou *Claude*) et l'envoi de courriers reprend assez vite. Londot exprime à ce sujet sa satisfaction: il peut enfin se réjouir d'une évacuation rapide<sup>36</sup>. Pour donner une idée de la rapidité relative avec laquelle arrivent les courriers *Marc* à cette époque, voici quelques délais enregistrés à Londres. Le 23 juillet 1943, la Sûreté de l'Etat enregistre l'arrivée des courriers du 15, 22 et 30 juin et du 7 juillet. Le délai le plus court est donc

33 Lettre à W. Ugeux, 28/4/1943 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 300).

34 Note pour Jendel (Londot), 20/4/1943 (LM, n° 197).

35 Lettre à G. Vandermeerssche, 29/4/1943 (LM, n° 191).

36 «Je suis enchanté de la rapidité avec laquelle nos courriers vous arrivent ces derniers mois. Espérons que cela dure. Je vous remercie de m'accuser réception de ceux-ci avec une telle régularité» (Note de service de Londot à Londres, partie dans le courrier du 1/9/1943, LM, n° 198).

de 17 jours<sup>37</sup>. Le 4 août 1943 est enregistrée l'arrivée de cinq courriers: celui du 14, 21 et 28 avril, celui du 15 mai et un courrier plus récent du 21 juillet. Le retard accusé pour les quatre premiers courriers est sans doute dû à la suspension de l'expédition par suite des arrestations dans le PCC en mai 1943. Ces cinq courriers sont partis de Belgique le 21 juillet et sont donc arrivés après 15 jours, via *Jean de Barc*<sup>38</sup>. Par la même voie transite le courrier du 28 juillet 1943, qui arrive à Londres le 13 août. Encore en août, septembre et octobre 1943, Londres enregistre l'arrivée de courriers dans un délai de 2 à 3 semaines. Dans l'ensemble des délais enregistrés pour les courriers en général, celui-ci semble optimal pour l'époque, du moins pour les documents transmis par la voie terrestre (Belgique-France-Espagne-Portugal). Mais ces conditions favorables ne durent pas. En effet, en 1944 des délais plus longs sont de nouveau enregistrés. Les retards sont dûs en partie à l'accumulation de courriers, probablement en Espagne, ce qui cause l'arrivée à Londres de plusieurs courriers à la fois, dont l'actualité s'échelonne entre trois semaines et deux mois et demi<sup>39</sup>.

Les difficultés manifestes constatées dans la transmission du courrier par la voie terrestre ont, dès le printemps 1943, suscité des doutes dans l'esprit de Max Londot quant à l'efficacité de ce mode de transmission. Si certains renseignements peuvent toujours être d'actualité après deux ou trois mois, il ne fait en effet pas de doute que d'autres informations (celles sur les mouvements des troupes allemandes par exemple) n'ont plus aucune valeur quand elles sont vieilles de deux mois ou davantage. Ces doutes inspirent à Londot une suggestion à laquelle Londres n'est pas insensible, et laquelle les services britanniques songent déjà à partir de 1942: celle de la transmission par la voie aérienne<sup>40</sup>. Un plaidoyer dans le même sens est formulé début 1943 par Pierre Vandermies lors de sa « tournée d'inspection » des services<sup>41</sup>.

37 Ces quatre courriers ont transité par la voie *Eliza*, c'est-à-dire Luis Lizarituri, vice-consul de Belgique à San Sebastian.

38 Il s'agit de Jean Regniers, qui assure depuis le début de 1943 le fonctionnement de l'antenne de la Sûreté de l'Etat à Barcelone.

39 C'est ainsi que six courriers *Marc* arrivent en une livraison à Londres le 9 février 1944. Ces courriers portent les dates du 23 novembre 1943 (1703 pellicules!), des 18, 20 et 27 décembre 1943 et des 3 et 17 janvier 1944. Les données relatives à l'arrivée des courriers à destination ont été puisées dans les inventaires dressés par la Sûreté de l'Etat à chaque arrivée de courrier (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 310).

40 Il est à remarquer que l'ordre de mission de Londot, établi en juin 1942, contient déjà la demande d'étudier d'autres modes de transmission du courrier que par la voie terrestre (par pigeons, par mer, par avion). En mars 1942, le SIS et la Sûreté de l'Etat avaient déjà songé à la possibilité d'une prise de courrier sur la côte belge. A partir du printemps 1942, deux voies maritimes avaient été ouvertes au départ de Marseille, avec transmission directe à Lisbonne. Il s'agit des lignes *Jason* et *Vinci*, créées par le SIS avec la collaboration d'un navigateur belge et de deux journalistes de la radio française (pour la ligne *Vinci*), et d'un Suédois, Holge Nielsen, qui utilisait les services d'un navire de la Croix-Rouge suédoise, pour sa ligne *Jason* (J. FOSTY, *Les réseaux belges en France*).

41 Rapport n° 22 de *Marius* [Vandermies], 23/2/1943 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 284). Vandermies écrit: « (...) la prise par avion (...) est tellement simple que je ne comprends pas comment il se fait que l'on ne l'ait pas encore réalisée. Elle deviendra cependant

A partir de 1943, Londres se prépare en effet à l'organisation de la prise du courrier par avion. En langage des services, cette opération est connue sous le nom de *mail pick-up* (MPU), et nous la désignerons désormais par ce sigle. Le 15 juillet 1943, un avion de la RAF largue deux agents au dessus du petit village de Sovet près de Spontin dans la province de Namur. Le premier, *Silk*, de son vrai nom Georges Delpire, est destiné au service *Marc*, le second au service *Zéro*<sup>42</sup>. Outre la formation classique d'opérateur radio, *Silk* a reçu une formation spéciale qui doit lui permettre d'organiser des opérations MPU. Dans l'esprit de Londres, ces opérations seront organisées en Belgique même, non seulement pour le service *Marc*, mais également pour deux autres services de renseignements importants, *Clarence* et *Zéro*. Encore en juillet, *Clarence* est averti de l'arrivée de *Silk*<sup>43</sup>, et on peut supposer qu'il en est de même pour *Zéro*. En août 1943, Londres envoie le matériel spécial pour le MPU à *Clarence* via *Zéro*, et également à *Marc*. Plusieurs terrains jugés propices pour ce genre d'opération sont signalés à Londres par *Marc* par radio. Ces terrains sont situés en Campine, près de la frontière hollandaise. Toujours en août, les chefs des services *Marc*, *Clarence* et *Zéro* se concertent et peuvent signaler à la fin du mois qu'ils sont prêts pour un MPU que Londres projette pour la lune de septembre<sup>44</sup>.

Cette opération n'a pas eu lieu, pour plusieurs raisons. Le MPU était prévu à partir du 10 septembre; une telle opération exige un contact radio-télégraphique journalier surtout dans les jours qui la précèdent. En effet, pour des raisons atmosphériques ou techniques elle peut être décommandée au dernier moment ou différée, et comme elle nécessite la présence sur

---

nécessaire dans un avenir rapproché. En effet, les mesures que vient de prendre le gouvernement français en réservant les zones dans la région frontière augmentent les risques, puisque la surveillance va maintenant être double, d'une part les Boches et d'autre part la police française sur laquelle on ne peut pas toujours compter, loin de là. De plus, si la démarcation est supprimée, le contrôle des colis et même des personnes se fait de plus en plus sévère et de plus en plus serré. Il faut donc à tout prix limiter les transports en réalisant la prise dont je parle [par avion-EV] dans les environs de la Somme ou dans le Nord».

42 Delpire, radio-télégraphiste de profession, est né en 1900. C'est lui qui sera en charge en tant qu'opérateur radio des opérations de parachutage d'agents et de matériel qui auront lieu à Beaumont (Hainaut) en 1944 (voir plus loin). L'agent qui accompagnait Delpire était le Luxembourgeois Nicolas Klepper (*Broche*), qui jusqu'à son arrestation en février 1944 s'occupera de l'organisation de la résistance grand-ducale.

43 Câble n° 152 de Londres au poste *Student* du 23/7/1943: «Poulet dénommé *Silk* que vous pourriez toucher via *Casimir* a reçu formation pour nouveau système prise courrier et doit l'apprendre à votre délégué» (CREHSGM, Fonds *Clarence*, Câbles, série Réception *Student* du 31/1/1942 au 14/9/1944). *Casimir* est un des pseudonymes pour Albert Hachez, chef du service *Zéro*.

44 Le 30/8/1943, Londres reçoit le câble suivant du service *Clarence*: «D'accord avec *Boris* [Max Londot] et *Zéro* proposons opération ramassage courrier mois prochain sur terrain *Boris*. Enverrons un délégué sur place. Radio pour cette opération sera faite par *Bird* ou *Silk*. On utilisera notre matériel ramassage courrier que nous cédon à *Zéro* en vous priant de nous le remplacer à la prochaine occasion» (CREHSGM, Fonds *Clarence*, Câbles, série Réception *Fumeur*).

le terrain d'une équipe compétente, il importe de connaître le moment précis où elle aura lieu. Or, ce contact journalier par radio avec le service *Marc* s'avère impossible pour des raisons techniques. Une deuxième raison est le résultat d'un malentendu. Le service *Marc* a proposé un terrain en Campine. Le 1<sup>er</sup> septembre, Londres fait savoir, mais à *Clarence*, que ce terrain ne convient pas et que le terrain doit être situé au sud de la ligne Tournai-Stavelot et de préférence au sud-ouest de Bruxelles<sup>45</sup>. Ce message n'est transmis à *Marc* que le 6, ce qui rend la recherche d'un autre terrain propice pratiquement impossible avant le 10<sup>46</sup>. Londres n'abandonne pas pour autant ses projets<sup>47</sup>. Londot et ses collaborateurs, de leur côté, jugent le terrain près de Beaumont dans le Hainaut, déjà signalé comme apte à des opérations de parachutage, propice au MPU également. Ce terrain est accepté par Londres<sup>48</sup>. Mais en décembre, Londres annonce des «contretemps techniques compliqués par des contretemps atmosphériques», et signale à la fin du mois que «nous ne pouvons pas être prêts avant février-mars [1944]»<sup>49</sup>. Finalement, le projet qui a exigé tant de communications dans les deux sens et tant de déplacements dangereux, est décommandé définitivement fin janvier 1944, du moins pour la Belgique et donc pour le service *Marc*<sup>50</sup>.

45 Câble reçu par *Clarence* le 1/9/1943: «Veuillez communiquer d'urgence à *Boris* [Max Londot] que son terrain pour ramasse message est refusé. Les terrains doivent être au sud ligne Tournai-Stavelot mais de préférence sud-ouest Bruxelles. Que *Bird* [Libotte] nous donne d'urgence autre terrain. Serions prêts pour opération vers le 10. Seconde opération serait tentée fin lune pour service Zéro. Matériel ramasse message Zéro sera dans containers. Idem matériel *Clarence*» (CREHSGM, Fonds *Clarence*, Câbles, série Réception *Fumeur*).

46 Note de service de Londot à Londres, transmise dans le courrier du 15/9/1943 (LM, n° 198).

47 Câble à *Clarence*, reçu le 19/9/1943: «Répétons nos grands espoirs pour ramasse message dit MPU. Confirmons que endroit doit être de préférence ouest ou sud-ouest Bruxelles bien dégagé accessible par tous vents» (CREHSGM, Fonds *Clarence*, Câbles, série Réception *Student*). Le 18/10/1943, Londres envoie un nouveau radio-télégraphiste au service *Marc*. C'est l'agent *Speed* (François Deweer) qui est déposé en Lysander en France. Entre octobre 1941 et décembre 1942, *Speed* avait déjà fonctionné comme opérateur pour *Sabot*, pour lequel il avait envoyé et reçu un nombre impressionnant de télégrammes. En annonçant son arrivée au service *Marc*, Londres exprime le voeu que le trafic radio entre *Marc* et Londres en soit nettement amélioré, et ajoute: «Veuillez noter également qu'il a reçu la formation MPU. (...) Nous espérons vivement réaliser le MPU» (Note n° 134 pour *Jendel*, 6/10/1943, LM, n° 197).

48 «MPU: je suis très heureux que l'endroit proposé soit accepté par vous. En effet, il faut éviter que *Silk* soit obligé de trop voyager car danger pour transporter poste et courrier» (Note de service de Londot, envoyée dans le courrier du 6/12/1943, LM, n° 198).

49 Notes de service à Londot du 10 et du 31/12/1943 (LM, n° 197).

50 «Nous avons espéré, car nous avons le matériel, pouvoir réaliser MPU. (...) Malheureusement, nos amis de la RAF trouvent que l'opération est pratiquement irréalisable dans vos parages vu l'augmentation des défenses. Le genre d'exercice MPU n'ayant encore été réalisé nulle part, la RAF préférerait débiter dans un endroit moins exposé. Nos premiers pas se feront par conséquent beaucoup plus au sud. (...) Le grand handicap pour MPU est le petit avion peu rapide; c'est pour cette raison que vous comprendrez certainement beaucoup mieux que nous qu'elle est si difficile à réaliser auprès de vous» (Note n° 253 pour *Jendel*, 29/1/1944, LM, n° 199).

Londres se tourne en effet vers la France, et plus spécifiquement vers le service *Phénix*, continuation du service *Delbo*<sup>51</sup>. Au cours de 1943, ce service belge a déjà réalisé plusieurs opérations de *pick-up*, c'est-à-dire l'arrivée ou le départ de personnes en avion *Lysander*, à l'occasion desquelles du courrier est également parti. C'est le cas notamment pour deux *pick-up* qui ont eu lieu à Fleury-sur-Andelle dans le Vexin normand (département de l'Eure). Par le *pick-up* du 18 septembre 1943 part le courrier *Marc* du 8 septembre, par celui du 18 octobre 1943 partent trois courriers *Marc* datés respectivement du 27 septembre et des 4 et 11 octobre<sup>52</sup>. Le dernier mentionné n'a donc mis que 7 jours, depuis sa date de constitution en Belgique jusqu'à son arrivée en Angleterre. C'est un record absolu.

La première opération de MPU réalisée en Europe occidentale a lieu le 9 février 1944 à Périgné (Deux-Sèvres). C'est le seul MPU organisé par le service *Phénix*, qui en détient ainsi la primauté. Au cours de cette opération, six courriers *Marc* partent avec le petit avion et arrivent encore le même jour à Londres<sup>53</sup>. Même si dans ce cas-ci il ne s'agit pas précisément de courriers récents, on voit sans peine la rapidité du procédé, étant donné que la prise en avion rend superflu le long et dangereux trajet France-Espagne-Portugal.

Le service *Phénix* est décapité en mai 1944 par l'arrestation de ses dirigeants et de plusieurs de leurs agents français. Heureusement, Londres a entretemps envoyé une autre équipe sur le terrain français capable de prendre la relève<sup>54</sup>. En effet, le 8 mai 1944, deux vétérans des services sont déposés en *Lysander* aux environs d'Angers : Joseph Dubar (*Ali*) et son opérateur radio René Bruaux (*Elton*). Dubar, mieux connu sous le nom de *Jean de Roubaix*, est actif dans le travail clandestin depuis 1940. A partir de Roubaix, il a rendu des services inestimables tant par le convoi de

51 Pour une situation générale de ces deux services, voir : I. FOSTY, «Les réseaux belges en France», in *Cahiers-Bijdragen*, n° 2, 1972.

52 C'est au cours de l'opération du 18/10/1943 que fut déposé l'opérateur radio *Speed*, destiné à *Marc*, et que furent embarqués deux agents brûlés du PCC, Georges Koeckelberg et Madeleine Fauconnier.

53 Il s'agit des courriers datés du 22/11/1943, du 13, 20 et 27/12/1943 et du 3 et 17/1/1944 (*Inventaire du courrier arrivé à Londres*, CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 310). Le service *Phénix* était dirigé par Jean Depraetere (*Taylor*), parachuté le 19/5/1943 en même temps que son radio Albert Luyckx (*Keeper*). Le MPU de Périgné fut organisé par ces deux agents, assistés par des auxiliaires français. Le service *Marc* fut averti le 15 février 1944 de cette opération réussie : «Venons de réussir premier MPU. Opération en Belgique n'est pas réalisable pour le moment, mais elle le deviendra quand situation tactique changera. Aussi vous demandons de garder *Silk* auprès de vous. Ferons par *Silk* vos opérations containers» (Câble à *Speed* n° 28 du 15/2/1944, LM, n° 219).

54 Londres en avertit d'avance Max Londot : «Nous installerons un service indépendant. Ce service qui travaillera en France est chargé spécialement pour nous du MPU. Ce service sera géré par *Ali*. Vous connaissez celui-ci. Il entrera en contact avec vous par l'intermédiaire de votre boîte en France. Nous constituerons ensuite entre vous et *Ali* un axe d'évacuation, ce qui nous permettra, du moins nous l'espérons, des évacuations rapides des courriers» (Note de service à *Jendel*, 4/3/1944, LM, n° 199). Pour l'ordre de mission de *Ali*, voir CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 232.